



Pays de la Loire / Mayenne

Les entrepreneurs unis pour faire poids

L'Université des entrepreneurs mayennais a réuni près de 400 participants, jeudi, à Louverne. Son objectif : unir, fédérer



Samuel Tual,
PDG du groupe
Actual presi-
dent du Medef
Mayenne co or-
ganisateur de
l'université des
entrepreneurs

Trois questions à...

Êtes-vous satisfait de cette première édition ?

Pres de 400 inscrits ont accepté de payer leur adhésion fixée à 50 € pour la journée. Les interventions des experts invités et des témoins mayennais, la richesse du contenu des ateliers ont permis de redéfinir l'ADN de l'entrepreneur mayennais. C'était l'université de tous. Nous voulions sortir des logiques individualistes. Le moment était venu d'unir les organisations patronales Medef et CGPME mais aussi la chambre de commerce et d'industrie, les clubs d'entrepreneurs, les fédérations du bâtiment, de l'hôtellerie, les dirigeants commerciaux, catholiques, l'ordre des avocats.

Quel est le dénominateur commun de ces entrepreneurs mayennais ?

Ce qui nous rassemble, c'est l'amour de l'entreprise, l'amour de notre terri-

toire. Nous portons le même maillot. Nous bénéficions en Mayenne d'un écosystème favorable à l'entreprise, mais il existe des talons d'Achille. L'arrivée de la LGV en juin 2017 nous mettra à 25 minutes de Rennes, nous en serons la 3^e couronne. La Mayenne sera intégralement connectée au très haut débit. Pour autant, le Sud Mayenne reste enclavé. Un accès rapide à Angers par la route fait défaut. Il nous faudra pouvoir accéder facilement au futur aéroport Notre-Dame des Landes. Nous voulons aussi rappeler à la SNCF un TGV Laval-Paris ayant été supprimé pendant l'été, que nos entreprises travaillent aussi en juillet. Tout ne repose pas sur l'organisation des vacances scolaires.

Quelle suite donnerez-vous à cette université ?

Je peux déjà vous annoncer qu'il y aura une deuxième édition le 5 juillet 2018. La Mayenne compte 6 000 entreprises, 80 % sont des TPE ou des PME. Des décisions nationales s'imposent à nous. La loi Travail aura peu d'effets sur l'emploi, celle sur la pénibilité nous met face à une formalité impossible. Cela nous obligera à nous mobiliser à la rentrée, à refuser les formalités. Nous choisissons l'action pour maîtriser notre destin.

Recueilli par Alan LE BLOA